

# Ces médecins en lutte contre cet environnement qui rend malade.

**L'Association santé environnement Provence, créée dans le 13, devient nationale**

dimanche 20 juillet par Carole Barletta cbarletta@laprovence-presse.fr

Après l'étude d'imprégnation au PCB par la pollution du Rhône ou de la Seine, l'Association santé environnement Provence (Asep) a reçu des appels de riverains du lac du Bourget, réclamant qu'on leur prélève leur sang. L'actualité tourne vers Tricastin ? Elle est encore sollicitée. Comme lorsque "l'Appel des 20" à l'initiative de David Servan-Schreiber concernant l'utilisation des portables est organisé. En un an et demi d'existence, l'association est victime de son succès.

L'Association santé environnement France (Asef) a été créée au départ par une poignée de médecins de Bouches-du-Rhône qui se sont sentis un peu responsables de continuer à se taire quand partout, des études établissent le lien entre obésité infantile et pesticides, asthme et pollution, nanoparticules urbaines et infarctus. L'homme apparaît de plus en plus malade de son environnement. Pierre Souvet, cardiologue à Vitrolles, Patrice Halimi, chirurgien pédiatre et Jean-Louis Mouysset, oncologue à Aix, rejoints par 350 autres médecins, fondent leur association.



Les docteurs Halimi et Souvet, fondateurs de l'Asep, lors de la réalisation de tests sanguins sur les riverains du Rhône.

Ils remplissent des salles en organisant des conférences sur l'impact des ondes électromagnétiques, le danger des antennes relais, l'impact de la pollution sur les cancers. Ils font connaître leur avis sur le dossier de l'incinérateur et rencontrent toute la détresse des habitants de l'Etang de Berre, jusqu'alors oubliés dans les brumes des rejets chimiques. "On ne pouvait plus nier, résume le Dr Halimi, que dans nos cabinets, on constate une recrudescence anormale de nombreuses pathologies. Et le déclic, ce fut aussi le rapport de l'Académie médicale dont la faiblesse méthodologique a fait réagir tout le milieu médical". Les toubibs ont eu envie de "sortir de leur cabinet, de montrer qu'ils peuvent parler d'autre chose que d'une hausse d'un euro de leurs honoraires de consultation". En bref: ils ont décidé de jouer un rôle sociétal.

Quand ailleurs des associations se battent pour faire entendre leur voix, ils ont un atout : "Parce qu'on est médecin, on nous écoute". Les médecins de l'Asef effectuent un important travail de recherche qu'ils restituent sur leur site internet. "Nous avons nous aussi besoin d'une information qui ne provienne pas d'un laboratoire qui a quelque chose à vendre". C'est ce fonds scientifique qu'ils mettent à disposition des autres praticiens et citoyens, en recherche d'une véritable expertise. Si l'Asef a encore bien l'intention de jouer les "poils à gratter" - une opération coup-de-poing est prévue à la rentrée sur la qualité de l'air dans les crèches - elle désire "se mettre à table" désormais au côté des décideurs, tout en restant rigoureusement en dehors de tout clivage politicien.

Le Conseil général a fait appel à l'association dans le cadre de son plan de déplacement des employés ou sur la question des ondes. La Ville de Vitrolles va créer une commission de santé extra-municipale avec des médecins de l'Asef de la commune. "On rend les gens acteurs de leur santé", poursuit Patrice Halimi. La structure, si elle ne dispose pas encore d'un local ni d'un numéro d'appel, s'est dotée d'un comité de soutien citoyen et d'un comité scientifique richement flanqué : Lucien Israël, cancérologue, le Pr. Montagner, Annie Sasco, épidémiologiste à l'Inserm, Pierre Le Ruz, expert européen des nuisances électromagnétiques et de la radioprotection (Criirem) ou encore André Cicolella de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques.

Elle entend promouvoir une politique de prévention des risques et éclairer la relation entre l'explosion des maladies et l'environnement : les allergies ont été multipliées par deux en 10 ans; en 25 ans, le nombre de cancers a doublé, parmi eux plus de la moitié restent inexplicables, avancent ses membres. Grâce à elle, le dossier du PCB est repris en main par les autorités sanitaires, et plusieurs autres actions vont suivre, comme mesurer les taux de pesticides dans l'organisme des enfants.